Dans le monde une classe en lutte

MAI 2010 PUBLICATION DIFFUSEE GRATUITEMENT

ECHANGES ET MOUVEMENT, BP 241, 75866 PARIS CEDEX 18, France
Site Internet: http://www.mondialisme.org

Arrivé à l'apogée de sa puissance, le capitalisme est aussi arrivé au plus haut point de sa vulnérabilité; il ne débouche nulle part ailleurs que sur la mort. Si faibles que soient les chances de révolte, c'est moins que jamais le moment de renoncer au combat (P. Mattick)

Force et faiblesse du mouvement social en Grèce

Il est difficile dans ces quelques pages de donner dans le détail le déroulement des luttes en Grèce dans les deux années écoulées. Émeutes, manifestations, occupations, pillages alternent ou se chevauchent dans une grande variété d'actions, les unes bien encadrées et contrôlées qui toutes sont dirigées soit contre des mesures politiques (l'austérité), soit contre les conséquences de ces mesures (notamment pour lycéens, étudiants, chômeurs et immigrés), soit pour des groupes plus restreints contre la société capitaliste dans une radicalité qui se voudrait d'avant-garde.

Jusqu'à présent, toutes ces actions présentent un caractère commun : même si elles sont récurrentes, elles n'ont pas réussi à se généraliser et surtout elles n'ont pas touché l'ensemble des forces vives du pays dans une paralysie générale qui contraindrait le pouvoir ou à céder ou à sévir plus durement, ce qui, dans un cas comme dans l'autre pourrait avoir des conséquences imprévisibles, non seulement en Grèce, mais aussi en Europe. Même si l'on a pu voir comme le 5 mars dernier lors d'une manifestation un leader syndical attaqué par les manifestants contraint de fuir sous la protection de la police, il n'y a pas eu d'autres tentatives de concrétiser des oppositions aux atermoiements syndicaux dans des grèves sauvages prolongeant les journées d'action.

Pourquoi tout en reste là ? Il faut considérer que la moitié de l'activité économique de la Grèce ressort de l'économie souterraine qui n'est nullement touchée par les mesures d'austérité. D'autre part, les différents régimes, dictature et démocratie que la Grèce a connus ont développé un appareil d'Etat hypertrophié marqué par le clientélisme, la corruption et l'impéritie ce qui explique que ce soit l'ensemble des services publics qui soit au centre des résistances aux mesures drastiques envisagées. Enfin, l'économie déclarée repose essentiellement sur le tourisme et les transports maritimes. Ce sont des champs d'activité qui peuvent aisément échapper aux restrictions budgétaires et à de nouvelles ponctions fiscales : le tourisme peut aisément camoufler son activité réelle et les transports maritimes qui opèrent dans le monde entier peuvent aussi facilement échapper à toute réglementation du travail et financière.

La situation en Grèce ne peut pas être isolée de sa place dans l'Europe et dans le monde. Plusieurs éléments doivent être considérés, qui s'influencent mutuellement et expliquent à la fois les événements eux-mêmes et leur instrumentalisation :

- Les principaux créanciers de la Grèce sont l'Allemagne et la France qui ont tout intérêt à la fois au remboursement de cette dette et au contrôle de l'économie grecque. Il peut paraître à la fois étrange et normal qu'au moment où la Grèce est particulièrement endettée la France lui vende des frégates et que l'Allemagne, attisant la rivalité gréco-turque pour vendre des armes des deux côtés lui vende 4 sous-marins et d'autres armes lourdes. Les manipulations monétaires recouvrent souvent des pressions économiques bénéfiques pour les plus industrialisés.
- Il se joue à l'échelle mondiale une compétition économique dont les termes sont définis par les rapports entre les monnaies, ici, euro contre dollar. Faire baisser l'euro semble avoir été l'un des buts de l'énorme médiation de le dette grecque et de sa propagation éventuelle vers les pays « les plus fragiles » de l'Union européenne.
- Enfin et non des moindres, l'exemple grec de l'imposition de strictes mesures d'austérité concernant l'ensemble des conditions de l'exploitation de la force de travail et de la marche en avant, jusqu'à présent, quelles que soient les résistances, ouvre la porte à ce que l'on annonce aujourd'hui de toutes les mesures restrictives dans chacun des États de l'Union .

Il reste au prolétariat de montrer que les résistances peuvent dépasser le stade de ce que nous voyons actuellement en Grèce.

Les différentes formes d'irruption de la violence de classe dans le monde

Il y a aujourd'hui tant de luttes petites ou grandes, traditionnelles ou sauvages, légales ou illégales, pacifiques ou très violentes, dans le monde, la plupart conséquences de la crise, du chômage et de l'aggravation des conditions de travail qu'il est impossible non seulement de tout connaître mais aussi de tout citer. Ce n'est donc ici qu'un petit aperçu de ce qui la plus souvent reste localisé et dispersé et dont on peut espérer que ce patchwork se rassemblera dans un mouvement social puissant ouvrant des perspectives que nous attendons tous.

Manifestations sociales sous couvert politique, grèves et émeutes conséquentes

Thaïlande *- 21/4/2010- Il est difficile de comprendre le déroulement des troubles qui secouent essentiellement la capitale Bangkok depuis 2006. Le principal affrontement oppose les monarchistes et défenseurs des élites dirigeantes (chemises jaunes) à une coalition de paysans pauvres, d'ouvriers et de défavorisés divers (chemises rouges) qui réclament le retour d'un premier ministre déchu. L'armée soutien traditionnel de la monarchie se divise et ne peut prévenir l'occupation de quartiers de la capitale, de bâtiments publics (depuis sept semaines) des affrontements avec des groupes paramilitaires (27 morts et 1 000 blessés le 10 avril). Pour tenter de désamorcer le mouvement, un « plan de réformes » vient d'être annoncé en mai prévoyant notamment des élections en novembre mais cela ne semble que destiné à désarmer la combativité des protestataires dont le nombre s'est effectivement amenuisé de 100 000 à 10 000 (un grand nombre d'entre eux sont des paysans qui doivent retourner dans leur campagne cultiver le riz). Mais l'occupation du centre de Bangkok persiste et il semble difficile de prédire comment la crise, d'abord sociale' pourra être résolue dans les atermoiements présents qui témoignent des rivalités entre clans autour du pouvoir.

Népal *- 5/5/2010 – Une grève générale lancée par les maoïstes bloque l'ensemble du pays et notamment des centaines de touristes.

Égypte *- 2/5/2010 – Malgré la loi d'urgence interdisant toute manifestation plusieurs centaines de syndicalistes, de fonctionnaires et d'opposants politiques manifestent au Caire notamment pour revendiquer une augmentation du salaire minimum qui n'a pas bougé depuis 1984 (35 livres égyptiennes mensuelles , 4,9 euros)

La grève sauvage,les grèves de solidarité et l'extension de la lutte.

Brésil *- 12/4/2010 - Pour les salaires à l'initiative d'un groupe de chauffeurs, l'ensemble des bus de Rio de Janeiro débraient : aucun bus ne circule. Désavoués par le syndicat qui manœuvre pour qu'après une journée le mouvement reste sans lendemain.

Russie * - 25/3/2010 – Manifestations dans 50 villes du pays dans un « jour de colère » organisé par l'opposition. L'extension de telles protestations autrefois limitées à la région de Moscou témoignent de l'expansion des conséquences de la crise à l'ensemble du pays.

Algérie *- 12/5/2010—Grève illimitée des cheminots algériens qui depuis plusieurs jours paralyse les chemins de fer du pays: même le service minimum n'est pas assuré. La direction de la RNTF déclare illégale cette grève pour les salaires qui est partie de la base syndicale dans l'indifférence voire l'hostilité de la bureaucratie du syndicat officiel UGTA.

L'occupation de l'espace public, des usines et de tous bâtiments

France * - 28/3/2010- L'occupation des usines SAIC –Velcorex Concord à Saint-Amarin (Haut-Rhin) (velours) et Authentica (réseau de vente de mobilier) n'empêche pas la liquidation judiciaire et la suppression de 210 emplois. La grève avec occupation et blocage se poursuivait pour tenter d'obtenir une indemnité de 13 000 euros. Peu de chances pourtant car ces firmes étaient entre les mains du prédateur Bernard Krief Consulting (voir ci-après p. 3)

* - 17/3/2010- Cinquième jour de blocage et occupation de quatre entrepôts de la chaîne de supermarchés Système U dans l'Ain, le Doubs, le Haut-Rhin et la Haute-Savoie (1 000 travailleurs) qui dénoncent un accord syndical sur les salaires et réclament 150 euros de plus uniforme pour ceux qui travaillent sur ces plateformes logistiques .

*- 9/5/2010—Les travailleurs de Dentressangle (transports et logistique) (22 500 travailleurs dont 14 500 sur 129 sites en France) bloquent les dépôts logistiques pour l'ensemble des conditions de travail

*- 11/3 2010 6 st Ericsson , usine de Colombelles à Caen (Calvados). Fermeture annoncée avec 114 licenciements. Grève illimitée avec occupation le 26/2/2010. Un plan social est accepté qui comporte diverses mesures de reclassement et le paiement d'indemnités supplémentaires avec un minimum de 50 000 euros et un maximum de 150 000 euros.

*- mai 2010—Tout est terminé pour la raffinerie de Dunkerque (voir précédents bulletins). Après quelques jours de grève générale des raffineries, limitée et en ordre dispersé, ceux de Dunkerque se sont retrouvés gros jean comme devant, isolés et contraints, par toutes ces manœuvres syndicales, d'accepter avec quelques aménagements et promesses la fermeture de la raffinerie, ce qu'ils avaient combattu dès le départ mais en comptant trop sur la solidarité et le soutien des bureaucraties syndicales.

Égypte * - 800 travailleurs du pétrole (Petrograd, partie de la société nationale du pétrole, 18 000 travailleurs) occupent le siège central de la compagnie à Garbaiya pour les salaires et une participation aux bénéfices et menacent de transférer leur mouvement pour s'installer devant le Parlement Une partie de la revendication concerne la discrimination entre le salaire des anciens (60 euros mensuels) et celui des entrants (30 euros mensuels), dont 40 ont été licenciés pour avoir osé réclamer la parité.

Les dirigeants séquestrés, injuriés, malmenés, exécutés

France*-19/4/2010 – Essex , Mâcon (Saône-et-Loire) fils de cuivre émaillé, filiale du groupe sud-coréen LS Cable. Les 86 travailleurs menacés de licenciement **séquestrent** le directeur et le DRH depuis le 14/4 et les libèrent après avoir obtenu en sus des indemnités légales une prime uniforme de 30 000 euros et 1 500 euros en sus par année d'ancienneté. En plus, une formation de 10 ou 12 mois pour les moins ou plus de 45 ans payée ¾ du salaire

*-3/3/2010 -Siemens Val à Saint-Chamond (Loire) (laminage à froid) doit fermer en 2011 pour regroupement d'activités à Montbrison mais aussi leur réduction Ce qui se solderait par au moins 250 licenciements sur 600 travailleurs. Barrage de pneus enflammés et concert sur des tonneaux métalliques pour empêcher de dormir deux dirigeants **séquestrés** 24 heures. Libérés avec des promesses d'augmentation des indemnités, promesses reniées peu après mais rétablies après des discussions appuyées par une reprise de la grève. Les indemnités supplémentaires seront entre 25 000 et 45 000 euros. Sortie de réunion mouvementée pour les dirigeants copieusement injuriés et sous un déluge de boules de neige.

*-23/4/2010 - La Société Nouvelle de Panification (groupe international belge) (boulangerie industrielle) à Couffouleux (Tarn) exploite sur ce site 43 travailleurs, 18 à Niort (Deux-Sèvres) et 9 chez un sous-traitant chargé de l'entretien Panalog. Tout le monde a été licencié pour le 30 juin mais d'ici là, pour réduire les coût d'un transfert déjà en œuvre, ces travailleurs sont mis à temps réduit avec perte de salaires. Pour obtenir du travail à plein temps jusqu'au 30 juin ils **séquestrent** le directeur à Couffoudeux et ne le relâche que sur l'engagement d'un horaire de 35 h, plein salaire. jusqu'à la fermeture

*- avril-mai 2010 – Isotherma, entreprise spécialisée dans la maintenance des grosses unités industrielles et implantée auprès de ces sites a été rachetée en 2008 par Bernard Krief Consulting (voir p. 2), un prédateur spécialisé dans le rachat d'entreprises en difficultés pour en retirer le maximum de profit dans une liquidation (à sa tête le baron Petiet, maire et responsable UMP). Parmi les « mesures d'assainissement », le non-paiement des fournisseurs, de la mutuelle, des heures supplémentaires, des congés payés et finalement des salaires. Toute une série de conflits éclatent sur les sites, avant même que la firme soit déclarée en liquidation judiciaire le 30 avril dernier. Sur le site de Montivilliers près du Havre (200 travailleurs) trois dirigeants sont **séquestrés** toute une nuit ; l'occupation se termine après 10 jours le 25 avril avec le paiement des salaires impayés depuis mars. A Montoir-de-Bretagne, un autre site du groupe une grève de huit jours pour le paiement des prestations de la mutuelle.

*-18/3/2010- Les directeurs des hôpitaux Charles Foix –Jean Rostand (Val de Marne) et Jean Dupuytren (Essonne) **séquestrés** en protestation contre les restructurations impliquant le regroupement et la suppressions de services.

*-13/5/2010- Vigimark Surveillance ayant perdu le contrat qui la liait à la SNCF doit se mettre en liquidation judiciaire. A la clé 180 licenciements. La directrice générale est **séquestrée** à Meulan (Yvelines) pour des indemnités de licenciements.

*-13/5/2010 – EAK , à Valentigney (Doubs), sous-traitant de PSA licencie . **Trois cadres sont séquestrés** pour une indemnité supplémentaire de 30 000 euros et 10 000 euros de plus en compensation de toutes les journées chômées.

*-16/4/2010—Caisse d'Epargne d'Ile-de-France. Mouvement de grève pour les conditions de travail et contre un plan social prévoyant 900 reclassements. Le DRH est **séquestré** par 300 à 400 travailleurs à Paris.

*-29/4/2010- reprise du travail par les 112 travailleurs de Sullair Europe (boîte américaine d'outils pneumatiques) à Montbrison (Loire) après cinq semaines de grève et approbation du plan social. Les 11 et 12 mars, le patron avait été **séquestré** 40 heures et le 11 avril des compresseurs avaient été **incendiés** dans la cour de l'usine. Après la fermeture, en sus des indemnités légales, les travailleurs toucheront de 29 000 à 49 000 euros selon l'ancienneté

Chine *– 28/1/2010 – Il n'y a pas que les patrons qui se font dessouder (voir précédents bulletins). Cela arrive aussi à leurs complices et alliés, les cadres du parti et les flics. Les émeutes causées par leurs exactions sont fréquentes dans les zones rurales et les exécuteurs individuels, des Chinois ordinaires excédés pour avoir servi de tête de turc à un potentat local sont célébrés, internet oblige, comme de héros populaires. Après s'être fait rosser par la police, Li Xiaoyuan avait **exécuté six flics** ; condamné à mort et exécuté, sa mère qui le défendait a été enlevée et mise au secret dans un hôpital psychiatrique; sur internet, il est devenu une véritable icône. Zhang Xuping a **exécuté un potentat local** qui confisquait les terres pour les consacrer à la spéculation immobilière; non seulement sa famille le soutient mais une pétition a recueilli 28 000 signatures et le premier procès a dû être ajourné à cause des milliers venus pour le soutenir. Lui aussi passe pour un justicier.

*- août 2009- Un officiel de la SAAC, administration de tutelle des entreprises publiques **retenu en otage** 90 jours dans le centre de la Chine par les travailleurs en révolte contre un projet de réorganisation d'une aciérie (on n'en sait pas plus)

Bahrein (Emirats arabes) - 27/2/2010—150 migrants chinois prennent en otage des cadres sur le site de construction de Zallaq près de la capitale Manama. Ils se barricadent dans le camp où ils logent et sont attaqués par la police qui les submerge après un siège de plusieurs heures. 26 arrestations.

La révolte des banlieues

France * - 8/3/2010—Epernay (Marne) - Une quinzaine de jeunes attaquent une patrouille de police venue pour interpeller un habitant du quartier blessant grièvement un des flics.

Une autre solution : Tout faire sauter ou tout incendier

France *-10/4/2010 - Sodimatex, entreprise spécialisée dans les tissus pour automobiles est une filiale de l'équipementier familial Trèves (6 500 travailleurs dans le monde) qui possède des usines en Espagne, au Portugal et en Roumanie. Conséquence de la crise: réduction d'activité, transferts de production vers les pays à bas salaires d'où licenciements en France (647 sur 1 900 travailleurs). Trois filiales sont touchées : fermeture totale pour Sodimatex (moquettes) à Crépy-en-Valois (Oise) avec 92 virés et PTPM à Aÿ (Marne) (sièges) avec 130 virés, suppression de 75 emplois chez MPAP à Ploërmel (Morbihan) (sièges). Tous vont lutter pendant une année, pratiquement seuls; un des travailleurs de Crépy-en-Valois pourra déclarer: « Nous n'avons eu aucun soutien des fédérations et rapidement tout le monde a cessé d'arborer les badges ou drapeaux syndicaux ». Ceux de Sodimatex ont placé le 2 avril des mises à feu autour d'une citerne de gaz et menacé de faire sauter l'usine si on n'augmentait pas l'indemnité de départ. Ceux de PTPM ont **séquestré** le directeur, le DRH et leur avocat le 26 avril 2010 jusqu'au lendemain soir. Ils brûlent une partie des stocks de tissus entreposés. Tout ceci fut suivi par la fermeture temporaire de l'usine le 5 mai par la direction « en raison de l'insécurité », usine qui reste bloquée par les travailleurs. Sodimatex propose 15 000 euros d'indemnité supplémentaire, les travailleurs revendiquent 21 000, ce qui sera finalement accordé (en fait, le montant réel de la totalité des indemnités serait inférieur à ce qui avait été promis et annoncé). La crainte de la direction du groupe Trèves est que ce qui est accordé dans une des usines soit exigé par les travailleurs des autres usines.

Bolivie *– avril 2010 – Les habitants de la région andine de Lipez (sud-ouest) occupent et incendient les bureaux du groupe minier San Cristobal filiale du japonais Sumitomo pour que ceux-ci paient l'énorme quantité d'eau qu'ils utilisent.

Bangladesh *– décembre 2009 – La fausse manœuvre d'un bus ayant tué un ouvrier du textile près de Dhaka et blessé deux autres, les travailleurs des usines voisines se révoltent, incendient le bus en question, dans la foulée en brûlent 15 autres et en endommagent 50 autres. Ils bloquent le trafic de l'autoroute pendant trois heures; en conséquence, plus de 100 usines durent réduire leur production du jour de moitié.

Mexique *– 17/2/2010 – Ciudad Juarez dans la maquiladora à la frontière avec les USA ; 7 000 travailleurs sont exploités dans l'usine taïwanaise Foxcom (électronique pour Apple et Sony). Pour les contraindre à faire des heures supplémentaires non payées, la direction bloque les bus qui doivent rapatrier l'équipe de nuit vers la ville. Lorsqu'à la fin ils découvrent la supercherie à l'arrêt du bus une trentaine d'entre eux, le visage masqué haranguent toute l'équipe sortante qui revient sur l'usine; ils y mettent le feu qui s'étend contraignant à l'évacuation de plusieurs milliers d'ouvriers, détruisant tout un dépôt d'ordinateurs et de portables. Un seul ouvrier est poursuivi en justice.

La grève et rien d'autre

Grèce *– Le printemps radieux - Nous évoquons par ailleurs dans ce bulletin les « mesures d'austérité » dont la Grèce sert en quelque sorte de modèle. Mais les protestations bien encadrées par les syndicats, malgré quelques débordements, de journées distinctes de grève et de manifestations, de siège de bâtiments publics voire du Parlement, essentiellement concentrées sur le secteur public n'ont réussi jusqu'à présent ni à faire céder le gouvernement, ni à se généraliser dans un mouvement paralysant toute l'économie et susceptible de faire école à l'échelle de l'Europe.

France* – 3/5/2010 – Tous les sites d'Airbus connaissent des grèves tournantes syndicales pour les salaires et l'embauche. La dispersion des usines spécialisées dans toute l'Europe et l'interconnexion entre celles-ci donne d'autant plus d'efficacité à ces grèves limitées. La grève s'arrête avec la reprise de discussions.

*-30/4/2010 – Ascenseurs Otis grève syndicale pour les salaires avec une timide occupation du hall du siège de l'entreprise à la Défense (Hauts-de-Seine)

*- 9/4/2010 – Tous les salariés du quotidien Nice Matin en grève contre des projets de vente de l'immeuble du siège du journal et des bureaux des agences locales de la région. Cette opération serait motivée non par les résultats du journal mais pour combler le gouffre financier du Groupe Hersant Media propriétaire de différents journaux régionaux et de gratuits

particulièrement touchés par la crise et l'essor d'Internet.
*-14/4/2010 –30 journalistes de l'hebdomadaire VSD en grève depuis le 6 avril contre un plan social prévoyant 10 suppressions de postes.
*- 14/4/2010 - Des revendications de salaires continuent de secouer le groupe Thalès malgré des concessions accessoires (mutuelles, transport,intéressement, formation).Des syndicalistes qui occupaient depuis le 24 mars les bureaux de direction de l'usine Thalès Alenia Space à Cannes (Alpes-Maritimes) les évacuent après un accord suspendant toute poursuite ou sanctions. De même à l'usine de la même filiale de Thalès à Toulouse des actions se déroulent depuis fin février sur les mêmes revendications.
*- 6 avril 2010 – Après des grèves limitées à répétition à la SNCF (notamment sur les lignes de banlieue) une nouvelle grève à partir du mardi 6 avril lancée par la CGT et SUD, mais cette fois reconductible va perdurer pendant plus d'une semaine, inégale suivant les régions et les catégories touchées, pour tout un ensemble de problèmes (salaires, embauche, réorganisation et restructuration du fret). Elle se termine dans la confusion sans résultat tangible. D'autre part les transports urbains et régionaux sont souvent bloqués ponctuellement pour de brèves périodes suite à des agressions notamment dans la région parisienne, les conducteurs usant de leur « droit de retrait » en réponse à l'insécurité, ces interruptions totales sur une ligne spécifique entraînant d'importantes perturbations locales.
*- 4/4/2010 – Grève des ferries transmanche de Seafrance contre un plan de réorganisation et pour l'embauche.
*-27/3/2010 – Huitième jour de grève dans les maisons de champagne de LVMH (la plupart des grands crus) pour les salaires et la prime de participation.
*- 14/5/2010— Chaque vendredi les 1 000 travailleurs des transports urbains de Grenoble de Semitag sont en grève totale contre une restructuration, les conditions de travail et les salaires.
*- mai 2010 - Freescale à Toulouse (Haute-Garonne) (composants électroniques) licencie 821 travailleurs sur 1 700. Le plan social est annulé par le tribunal car les indemnités de licenciement qu'il prévoit sont discriminatoires en raison de leur dégressivité. La direction s'obstine et grèves et actions se poursuivent.
*- 20/4/2010—Depuis 4 semaines les usines du groupe Lejaby (firme autrichienne Palmers Textil sont en grève contre une délocalisation qui fait fermer trois usines de Bourg-en-Bresse et Bellegarde (Ain) et Le Teil (Ardèche) avec 197 licenciement sur 653 travailleurs en France. Manifestations diverses. Suspension en raison des vacances jusqu'au 18 mai.
*- :6/5/2010 - Magasins Surcouf (informatique) cédés par PPR à Auchan qui vise avec des fusions à constituer un pôle informatique et qui prose aux 400 travailleurs un nouveau contrat de travail avec réduction des salaires (de 10 à 30 %)) des réduction d'effectifs et le travail par objectif). La grève dure depuis quatre semaines avec pour but, pour ceux qui n'accepteraient pas le nouveau contrat, des indemnités de départ substantielles.
Afrique du Sud *– février 2010 - Savoir profiter des opportunités quand le capital a absolument besoin de la force de travail. Plus de 70 000 travailleurs sont exploités pour construire toutes les infrastructures de la coupe du monde de foot, la plupart avec des contrats temporaires pour des travaux souvent dangereux. Plus de 26 grèves dans les trois années écoulées leur ont apporté la gratuité des transports, des augmentations de plus de 12 % et des primes diverses.. Il en est de même de tous les exploités de l'industrie hôtelière qui de plus menacent de se mettre en grève pendant les matchs.
*- 21/4/2010—Les 300 000 employés municipaux terminent une grève commencée le 12/4 pour la paiement d'arriérés de salaires et des augmentations de salaires avec l'ouverture de pourparlers.
*-21/4/2010—800 mineurs de la mine d'or de Modder East sont en grève depuis un mois pour les salaires et divers avantages. D'autres 1 000 mineurs sont en grève à Springs pour une prime de logement et 200 à Mabopan depuis une semaine dans une mine de fluorite.
* - 14/5/2010—grève totale de 85 % des 54 000 cheminots pour 15 % d'augmentation qui bloquent notamment tout le trafic marchandise et portuaire important pour l'évacuation de divers minerais.

Grande-Bretagne *– 27/3/2010 – 13 000 navigants non pilotes de British Airways en grève d'abord trois jours consécutifs puis de nouveau quatre jours pour l'emploi, les salaires et les conditions de travail et contre un plan visant à réduire les avantages sociaux pour soutenir la compétition avec les compagnies low-cost qui, elles, ne reconnaissent aucun syndicat. 1 100 hôtesses de l'air ont quitté l'entreprise sur la base de départs volontaires, les salaires sont gelés depuis 2009 et les équipages ont été réduits. Pourtant le syndicat Unite avait proposé d'échanger une baisse de salaires de 2,6 % contre une embauche de 700 hôtesses En prévision, 4 séries de grèves de 5 jours entre le 18/5 et le 9/6/2010
* - 8 et 9/3/2010—270 000 fonctionnaires en grève 48 heures contre les restrictions budgétaires qui entraîne des baisses de salaires et avantages
Italie *– 23/3/2010 – Grève de 4 heures de la compagnie aérienne Alitalia.
Allemagne *– février-mars 2010 – toute une série de grèves syndicales limitées dans le temps et par compagnie se terminent par un accord en Rhénanie-Westphalie avec une augmentation de 2,7 % en avril 2011 et une prime d'attente de 320 euros. D'autres grèves dans le secteur public lancées par le syndicat Verdi et à Lufthansa – 4 000 pilotes en grève 4 jours quelque peu limitée par toutes les mesures prises pour briser la grève.
USA- Dans le désert de Mojave en Californie, à 120 km de Los Angeles, à Boron, la mine de bore à ciel ouvert (cratère de 200 m de profondeur) produit la moitié de la production mondiale de bore en exploitant 600 mineurs.
La mine qui a connu une grève très dure de 132 jours en 1974 est la propriété d'une filiale de la multinationale minière britannique Rio Tinto. Une noria de 800 camions remonte le minerai équipés de GPS qui permet de les surveiller depuis le QG américain de Denver et le centre directorial de Londres.
A la mine le syndicat I.L.W.U (International Longshore and Warehouse Union) est reconnu et discute depuis septembre 2009 du renouvellement du contrat. La direction a durci ses prétentions : en échange de 2 % d'augmentation, d'un bonus de 4 000 $ elle veut imposer une flexibilité totale, l'embauche de travailleurs à temps partiel non syndiqués, la suppression de toute promotion à l'ancienneté et son remplacement pas des avantages à la performance, ce qu'elle appelle « moderniser les pratiques de travail » (alors que depuis 1980, les effectifs ont été réduits de 40 %). Pour compléter ces propositions sont assorties d'une clause « non mandatory bargaining » qui signifie qu'elle sont à prendre telles quelles sans aucune discussion.
La réalité est que la mine est concurrencée par une mine turque Eti Maden où les salaires sont de 9,70 $ de l'heures alors qu'ils sont encore 25 $ à Boron.
Le rejet de ces propositions par les travailleurs entraîne le lock-out de la mine dont les entrées sont bloquées par les sbires de l'usine et par les flics. Des jaunes sont embauchés par une boîte spécialisée dans la fourniture de « travailleurs de remplacement » (qui selon la loi américaine peuvent par la suite devenir des travailler normaux) qui doivent être escortés par les flics
Le 5 mars, une concession, l'abandon de la clause « non mandatory » autorise le recours à un arbitrage du NLRB (National Labor Relation Board). Mais la grève n'est pas terminée pour autant et les pourparlers, en mai sont au point mort.
Les 3 300 travailleurs d'un autre trust minier Canada Vale Inco filiale de la multinationale minière brésilienne Vale) exploités dans la mine de Sudbury dans l'Ontario, sont en grève depuis 11 mois et tentent de durcir leur action en bloquant avec des matériaux divers les entrées de la mine malgré un jugement le leur interdisant et se heurtant à l'opposition des bureaucrates syndicaux qui réussissent pourtant, avec l'aide des flics à démanteler les barricades
Vietnam *- 7/5/2010 –Grève sauvage des 800 travailleurs de l'usine japonaise Katolec Vietnamese Corporation (composants électroniques) pour les salaires. Tout ce qu'on sait c'est qu'ils se sont rassemblés devant les portes de l'usine de Hanoi .

Refus du travail ?

Allemagne *-20/4/2010 – L'industrie métallurgique , allemande

(900 000 travailleurs) ne trouve plus de jeunes candidats pour le renouvellement des ingénieurs et des ouvriers qualifiés. Les explications vont du refus de travailler dans l'industrie ou dans de petites usines loin des grandes villes. Pour l'ensemble des industries il manquerait en 2015 près de 3 millions de travailleurs professionnels

Cela peut toujours servir

France –*27 avril 2010 – Des milliers d'agriculteurs bloquent avec leurs tracteurs les rues de Paris pendant une journée. Il s'agit des plus nantis d'entre eux, les céréaliers qui s'opposent à une réduction de leurs ressources à cause des variations du prix des céréales et d'une nouvelle orientation des aides européennes. Des ajustements divers promis avec arrières pensées politiques. Rien de commun avec les luttes ouvrières, mais de telles manifestations pourraient donner des idées

Quand on n'a plus d'autre recours

Mexique*—27/4/2010— Dissolution de la société d'électricité de Mexico LFC et conséquemment du seul syndicat plus radical SME (voir précédent bulletin). Toutes les tentatives d'actions de soutien, d'action directe ou de recours juridique ayant échoué à faire annuler cette offensive politique, les quelque résistants à entériner leur licenciement en prenant les indemnités proposées lancent une grève de la faim dans la capitale.

Récupération

Monde *-8/3/2010 – Un programme furtif Zeus ou Zhot d'intrusion dans les réseaux informatiques comporte plus de 1 000 versions, toutes adaptées à des objectifs précis permettant de pénétrer dans les secrets des institutions les plus variées. Certains peuvent intercepter des statistiques financières et simultanément opérer des ponctions sur les comptes bancaires

.Des versions plus récentes et plus pernicieuses sont difficiles à déceler et capables de franchir toutes les sécurités. Le montant des détournements a triplé en deux ans et récemment une firme boursière de New York a été mise en faillite suite à un prélèvement furtif de 164 000 S

Chili *–27/2/2010—Tous les dysfonctionnements de l'appareil d'Etat et les lenteurs des secours de tous ordres, plusieurs jours de délai, après le tremblement de terre ont placé les victimes survivantes à improviser pour leur survie et en particulier à chercher de quoi s'alimenter partout où ils le pouvaient: supermarchés, boutiques et maisons particulières. Cette nécessité vitale, dans un pays l'un des plus inégalitaires d'Amérique latine, est aussitôt qualifiée de pillage et aux quelque 300 malchanceux qui ont été surpris par l'arrivée finale de l'armée le gouvernement promet un châtiment sévère.

Les batailles autour de l'immigration

Etats-Unis *– avril 2010 – L'Etat d'Arizona a passé une loi imposant des restrictions à l'immigration notamment autorisant la police à arrêter tout individu sur un simple soupçon qu'il puisse être dans l'illégalité. Cette mesure à déclenché une vague de protestations dans tout les USA avec des manifestations dans plus de 70 villes (60 000 manifestants à Los Angeles). Les Latinos forment actuellement 15 % de la population, les illégaux de tout le continent continuent, malgré un ralentissement dû à la crise et en dépit de toutes le barrières matérielles frontalières et la répression intérieure, d'arriver au rythme de plusieurs centaines de milliers par an et les projections calculent qu'ils constitueront I/3 de la population totale en 2050. Coincés entre les réalistes qui considèrent que leur régularisation entraînerait un gain économique autant qu'électoral et les plus nationalistes des conservateurs, les latinos (les 2/3 sont d'origine mexicaine), illégaux ou pas, s'affirment comme une force sociale difficile à ignorer.

Bangladesh *– 4/6/2009 – Les immigrants rentrent au pays. 28 jeunes bangladais reviennent de Jordanie sans un sou après avoir travaillé six mois dans une usine de confection, nourris misérablement, travaillant de 15 à 16 heures par jour et n'ayant reçu aucun salaire. Une agence locale en avait « recruté » ainsi 115 qui ont payé chacun l'équivalent de 1 400 euros

Chine *– 19/3/2010 – L'immigration intérieure se tarit vers les zones côtières notamment du sud-est en raison des grands travaux anticrise et du déplacements d'usines vers l'intérieur où le coût du travail est moindre et les impôts moins élevés. D'après le niveau de production requis dans la région de Canton (Pearl River Delta) il manquerait 2 millions d'esclaves pour l'assurer. Dans le Guandoung, la pénurie de main d'œuvre a contraint à une augmentation du salaire minimum de plus de 20%

Moldavie *– mars 2010 – Sur 4,5 millions d'habitants, le pays compterait plus de 60 000 victimes de la traite d'êtres humains, dont 25 % seraient des hommes. Avec un salaire moyen se 160 euros , peu de ressources et une corruption généralisée le départ à l'étranger, le plus souvent en toute illégalité est la seule option de survie : exploitation sexuelle, esclavage salarié, réseaux de mendicité, trafic d'organes ce sont les choix de la misère.

Liban*—mars 2010—Près de 400 000 palestiniens vivent encore dans des camps

Yemen *- mars 2010 – 6 000 travailleurs de la prospection et l'exploitation pétrolière venus de tout le Moyen-Orient et de l'Océan Indien sont parqués dans des camps entourés de barbelés logés dans des préfabriqués vétustes.

Corée du Sud *—27/2/2010—En octobre 2009, le pays « héberge » 680 000 migrants venant de 15 pays différents et exploités dans les pires conditions dans le textile, l'électronique et la prostitution. Tous les moyens sont bons pour imposer ces conditions pour des travailleurs toujours placés sur le frontière entre la légalité et l'illégalité. Le but est d'obtenir de ces travailleurs des coûts de production compétitifs avec ceux de la Chine voisine.

France * - mai 2009 grève des travailleurs immigrants sans papiers (voir précédents bulletins). Leur mouvement continue dans l'indifférence générale, ponctué seulement par des expulsions des sites qu'ils peuvent encore occuper. Ils n'ont aucun moyen de radicaliser leur lutte car toute transgression les exposerait à l'expulsion.

Israël * - 20/3/20010—Des centaines d'immigrants manifestent contre un projet de déporter 1 200 enfants d'immigrés bien que nés en Israël à la fin de la présente période scolaire.

Suite de grèves

France *- 2/5/2010 – Au cours de l'hiver 2009, suite à l'annonce de la suppression de 733 emplois à l'usine Caterpillar de Grenoble (Isère) quatre cadres de l'entreprise avaient été séquestrés pendant 24 heures (voir précédents bulletins) ; en mai 2009, un accord avait entériné la suppression de 600 emplois et divers aménagements. Après la bataille qui avait conduit à la suppression de 20 000 emplois dans cette multinationale, 70 délégués syndicaux des usines Caterpillar de sept pays tentent d'élaborer une stratégie commune pour une coordination éventuelle de leurs actions, ce qui semble, si l'on reste sur le plan légal

Envois gratuit en nombre (préciser ce nombre) .
Envois individuels contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,73 euro
Toute correspondance à l'adresse figurant en tête ou par mail à: echanges.mouvement@laposte.net

Pour répondre aux obligations légales
Le responsable de publication, H. Simon .

assez difficile en raison des différences dans la réglementation des relations de travail dans ces pays.

*- 29/4/2010 Usine Molex de Villemur sur Tarn (Haute-Garonne) (voir précédents bulletins). La fermeture de l'usine fin septembre 2009 avait mis sur le sable 283 travailleurs. La « promesse » de reprise se concrétise par l'entrée d'un fonds de pension HIG à travers une société VMI qui embauche 35 exploités dont 32 de Molex et à terme prévoit des postes pour entre 50 et 60 travailleurs. Loin du compte.

*- 29/4/2010 – Le cinquième plan social était boiteux, l'entreprise Olympia n'ayant pas proposé à ses exploités un reclassement à 10 euros mensuels dans l'usine délocalisée en Roumanie : un jugement avait condamné ce fabricant de chaussettes à 2,5 millions d'euros d'indemnité pour les exploités. Le sixième plan social maintient la délocalisation mais maintient en France 112 emplois sur 190 au prix d'un montage complexe habituel dans les conflits d'intérêt du capital.

*-3/5/2010 - Un plan social chasse l'autre. En 2009, ABB (trust helvético-suédois du moteur électrique) concocte un plan de licenciement qui déclenche des grèves sur l'ensemble des sites en France mais surtout l'occupation et le blocage de l'usine de Chassieu (Rhône) (voir précédents bulletins). Un accord en novembre 2009 entérine 540 licenciements avec une indemnité supplémentaire uniforme de 40 000 euros. Cette fois un nouveau plan social prévoit 150 licenciements sur le site de Saint-Ouen-l'Aumône. Difficile de se remobiliser.

*- 26/3/2010 – Téléperformance , centres d'appel, 7000 travailleurs (voir précédents bulletins). Toutes les actions diverses et des contestations juridiques en 2009 et 2010 ont abouti après e longues négociations à un plan de départs volontaires pour éviter des licenciements touchant une partie des 7 400 travailleurs du groupe (fermeture de deux centres en Ile-de-France).490 départs volontaires concernent le Centre Est et un nouveau plan de 110 départs concerne l'Île-de-France- 30/4/2010 – Un jugement ordonne la suspension de la fermeture du site de Montigny-le-Bretonneux (Yvelines) Il n'y reste plus que 34 travailleurs contre 300 avant la restructuration de 2009 ; 250 ont quitté « volontairement » avec un plan social qui a déjà connu des péripéties juridiques.

*-27/3/2010 – L'annonce en février 2009 de l'atelier toulousain (composants électroniques) a entraîné toute une série de grèves et d'actions dans la région de Toulouse. Le tribunal de grande instance de Toulouse vient d'annuler une partie du plan social en raison de discriminations dans le montant des indemnités exceptionnelles suivant la date de licenciement.

Turquie *– mars 2010 – Tekel, Trust d'Etat du tabac et de l'alcool totalement privatisé (voir précédents bulletins). Après une journée de grève générale de plus d'un million de travailleurs dans toute la Turquie en soutien aux 12 000 travailleurs licenciés (qui ne fut décidée qu'après que les Tekel eurent envahi le siège du syndicat), une autre grève illimitée est prévue pour le 26 mai.. Il est vraisemblable que cette menace ait conduit le Conseil d'Etat à décider que la période de 30 jours au cours de laquelle ils devaient trouver un nouvel emploi garanti était prolongée de manière illimitée et que jusqu'à ce moment ils percevraient les indemnités de chômage. Les grévistes qui campaient devant le siège du principal syndicat à Ankara ont alors levé le camp et se donnent 20 jours pour décider de la reprise de leur action. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ils ne désarment pas pour autant. Le 1er avril, ils sont de nouveau à Ankara devant le siège du syndicat, mais cette fois la police défend le syndicat et les disperse durement tout comme elle ravage leur campement le 2 avril. Le premier mai , lors de la manifestation autorisée pour la première fois et qui réunit à Ankara plus de 300 000 travailleurs , les Tekel sont au premier rang avec une pancarte « Nous ne voulons pas de syndicats vendus » ; son porteur est attaqué et s'en tire avec un bras cassé. Les Tekel envisage de lancer 3 jours de grève le 3 juin, 4 jours de grève le 4 juillet, etc..

Les crimes du capital

Inde *– 29/4/2010 – Les déchets radioactifs peuvent entrer librement dans le pays (aucune détection dans les ports pour l'entrée de matières dangereuses) pour être recyclés sans précautions pour les exploités (récemment un travailleur en est mort et six autres hospitalisés après contamination par des déchets radioactifs.. Dans un quartier proche de New Delhi, 800 ateliers oeuvrent dans le recyclage, ce qui n'est qu'une partie de toute une économie informelle où il est impossible d'exercer le moindre contrôle. Récemment dans le même secteur, le 11 avril un incendie a détruit près de 500 ateliers recyclant des déchets plastiques venant du monde entier où des travailleurs nettoient les déchets avec des solutions chimiques ou les brûlent à l'air libre sans aucune protection. Ce qui fait que l'Inde est un des pays les plus compétitifs dans le recyclage des industries du monde.

Monde *– 5/5/2010 –On parle abondamment de l'explosion d'une plateforme pétrolière dans le golfe du Mexique le 22 avril, et d'une « fuite » de grande dimension pas encore colmatée. On parle moins des méfaits constants des pétroliers qui cherchent par tous moyens à maintenir leur domination mondiale. Le 30 avril les sbires de Repsol YPF (trust hispano-argentin) blessent en Amazonie péruvienne deux membres d'une tribu indienne qui s'opposent à l'exploitation de pétrole sur leur territoire. Un peu partout on étend les zones de prospection dans les pires conditions environnementales (voir l'autorisation donnée par Obama pour la prospection off shore au large de la Floride ou en Alaska ou l'accord entre la Norvège et la Russie pour creuser sous la mer de Barentz dans l'Arctique). En Birmanie, pour garantir les exploitations et explorations pétrolières, les villages de tribus de minorités de l'Est sont sous occupation militaire (destruction et incendie systématique des villages Shan et Karen dont les zones environnantes sont minées) qui leur interdit pratiquement toute possibilité de subsistance (Plus de 500 000 d'entre eux ont été déplacés pour la « sécurité » des installations et plus de 150 000 sont réfugiés en Thaïlande menacés d'être expulsés).

Chine *– 7/4/2010 - Les catastrophes minières sont récurrentes en Chine (ailleurs aussi mais on n'en parle guère). Bien que le nombre des victimes soit la moitié de celui de 2005, les seules mines de charbon ont fait 2 500 tués en 2009. 200 pour la seule province du Shanxi où une nouvelle catastrophe le 28 mars aurait tué au moins 5 mineurs, 115 autres ayant pu être sauvés in extremis après avoir passé huit jours bloqués au fond par une inondation.

Monde *-4/4/2010 – 200 millions d'enfants entre 5 et 10 ans astreints au travail selon le BIT souvent vendus pas les parents ou kidnappés et victimes de sévices physiques pouvant aller jusqu'au meurtre. Sans compter les enfants soldats notamment en Afrique subsaharienne enlevés dès l'âge de 7 ans et drogués transformés en machines à tuer.

USA *-5/4/2010 - Une explosion dans une mine de charbon de Virginie de l'Ouest (Massey Energy) assassine 29 mineurs. Des avertissements avaient été donnés sur les mauvaises conditions quant à la sécurité: la mine avait même été fermée récemment quelques jours pour défaut de ventilation.

*- avril 2010—On parle beaucoup des conséquences écologiques de l'explosion de la plateforme pétrolière dans le Golfe du Mexique mais bien peu des pertes en vies humaines : 11 disparus, 17 sérieusement blessés dont 3 en état critique

Brésil *–14/4/2010—Plus de 400 morts et 160 disparus et des dizaines de milliers sans abri lors de glissements de terrain provoqués par des pluies diluviennes dans les favelas de Rio de Janeiro installés sur les pentes instables à la périphérie de la ville.

Manipulations

France *-19/4/2010 – Le groupe français de restauration collective Sodexo exploite aux USA 110 000 travailleurs. 80 % de cette force de travail gagne en moyenne 1 200 dollars mensuels (889 euros) , sans congés payés et pour 70 % d'entre eux sans couverture maladie. Pas d'accord d'entreprise. Une campagne d'agitation sur l'ensemble des sites par le syndicat des services SEIU avec une solidarité toute virtuelle des syndicats CGT et CFDT de la branche française de Sodexo.

*-14/4/2010 –Cascades financières et poupées gigognes. Le fonds d'investissement américain Sun Capital Partners fait dans la lingerie avec ses filiales

Lee Cooper à Amiens et DBA qui a une autre filiale Dim Playtex (2 000 travailleurs). Cette dernière filiale réorganise en fermant un site à La-Tour-du-Pin (Isère) – 142 travailleurs-, en transfère la production à Autun (Saône-et-Loire) et à Levallois-Perret –Hauts-de-Seine) mais en même temps délocalise une bonne partie de sa production en Roumanie. Tous peuvent être inquiets quant à leur avenir car le fonds de pension a pratiquement liquidé Lee Cooper mis en règlement judiciaire après avoir vidé la trésorerie, vendu une usine, les licences, gardé la marque et liquidé toutes les filiales de cette dernière firme .

*- 3/4/2010 – Le revenu annuel des 5 800 plus riches en France va de 688 000 à 13 millions d'euros. 10 % des plus riches s'approprient un quart des revenus déclarés, 2/3 des revenus du patrimoine et 90% des plus values sur valeurs mobilières. En seulement quatre ans de 2004 à 2008, sur la base 100 en 2004, les bas revenus ont augmenté de 7% alors que les hauts revenus ont cru entre10 et 40 %, d'autant plus que leur montant était élevé.

Chili *-25/3/2010 – Un article du code du travail chilien autorisant les patrons à licencier leurs travailleurs sans indemnité lorsqu'un désastre naturel les empêche d'exercer leur activité, nombre de patrons profitent du tremblement de terre récent pour se débarrasser. Sur un total de 15 000 travailleurs ainsi licenciés plus de 9 000 l'auraient été à ce titre sans aucune réelle justification

Lituanie *– 24/3/2010 – Un exemple parmi d'autres de la valeur des statistiques économiques et de la manière de tourner les mesures d'austérité. La pression du chômage (14 % en 2009), des baisses de salaires et des hausses d'impôts ont entraîné une explosion de « l'économie grise ». On l'évalue aujourd'hui à 27 % du PIB contre 18 % en 2008.. Elle se développe non seulement dans le travail au noir individuel ou salarié mais aussi dans le paiement d'une partie des salaires en espèces non déclaré. 42 % des sociétés lituaniennes assument une partie importante de leur activité au noir esquivant ainsi les hausses d'impôts, ce qui aggrave encore plus les difficultés de l'Etat.

Guatemala *– mars 2010 – On parle beaucoup des conditions d'exploitation de la force de travail en Chine mais peu des conditions encore plus dures dans d'autres pays. Dans les « maquiladoras » d'Amérique Centrale, les usines agro-industrielles ou textiles exploitent à 85 % de très jeunes femmes qui n'ont d'autre choix que de travailler là dans ces conditions pour survivre Elles seraient « plus habiles pour effectuer certaines tâches et surtout plus dociles donc préférées aux hommes ». Elles sont exploitées jusqu'à 12 heures par jour, 6 jours sur 7, dans l'agro-industrie dans des chambres froides sans sécurité et sans protections souffrant souvent de pneumonies et de stress. Elles n'ont aucune protection sociale et bien que sous contrat ne peuvent bénéficier des protections légales parce que les patrons refusent de leur fournir les certificats nécessaires.

Monde *–mars 2010 – 300 millions de femmes souffrent d'un handicap sur notre terre, 99% ne sont pas alphabétisées,1/4 seulement trouvent un travail, deux fois moins que les hommes handicapés et elles subissent trois fois plus de violence que les personnes valides.

Chine *– février 2010 - Veolia travaille pour l'environnement. Mais ses usines d'incinération en Chine n'ont pas les mêmes filtres qu'en Europe. Des centaines d'habitants manifestent devant la mairie de Yongxing dans la banlieue nord de Canton contre les émanations de l'incinérateur Veolia qui les empoisonne au fil des jours. Leur protestation bien que réprimée fait école contre des projets d'installations similaires souvent confiées à Veolia qui « fait partie des opérateurs mondiaux les plus expérimentés ».

La répression

Panama *-23/3/2010 – Lors d'une manifestation dans la capitale suite à une journée de protestation de 10 000 travailleurs contre la politique du gouvernement qui s'est terminée par des bagarres avec la police, 224 travailleurs ont été arrêtés. Entassés dans une prison ils ont été relâchés quatre jours après ayant dû payer une amende de 15 $ sous la menace d'une nouvelle manifestation que le gouvernement s'est empressé d'interdire.

France*-février 2010 - Un « cabinet conseil en stratégie de communication et gestion de crise », Vae Solis a organisé des stages anti-séquestration et une formation « Prévenir les séquestrations ».

Pour ce faire, il a embauché des « experts » du GIGN : En octobre 2009, le même GIGN a organisé pour les membres du club DéciDRH réservé aux chef du personnel une journée thématique « Comment réagir à une prise d'otage » devant un panel de dirigeants à Satory (Yvelines) sur le lieu même d'entraînement du GIGN.

Pérou*—13/4/2010 - Dans la région d'Arequina, dans les Andes, 6 000 mineurs d'or « indépendants » bloquent le trafic de la Pan American près de la ville de Chale. Ils sont ainsi 300 000 mineurs dont seulement 5 530 d'entre eux sont munis d'une autorisation et qui emploient les autres en sous-traitance. Tous se révoltent contre le gouvernement qui a promulgué un décret favorisant les grandes compagnies minières et qui aboutit à l'élimination des « indépendants ». La police tire: 6 morts, 30 blessés, 28 arrestations.

Espagne *- 20/3/2010— Des lois apparemment prévues pour un but spécifique qui n'a rien à voir avec les luttes ouvrières peuvent pourtant servir à la répression sociale. En juillet 2006, 400 travailleurs au sol (bagagistes, nettoyeurs, restauration) se sont mis en grève à l'aéroport de Barcelone et ont occupé les pistes d'envol pendant 11 heures, bloquant totalement le trafic aérien. 27 d'entre eux sont poursuivis en application d'une loi anti-terroriste promulguée sous le franquisme et jamais abolie. Après deux années, ils viennent d'avoir un jugement pas encore définitif, le procureur ayant requis trois ans de prison avec libération conditionnelle pour 25 d'entre eux alors que les deux « meneurs » risquent 4 ans de prison ferme.

RUSSIE
Quelques aperçus sur les luttes

Petit lexique des organisations syndicales en Russie.

Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR). Cette Fédération est l'héritière directe des syndicats de la période soviétique. Elle en a gardé un certain nombre de traits : tant à l'échelon central qu'au niveau de l'entreprise, elle cherche à se poser en partenaire responsable des autorités (gouvernement, autorités régionales, direction de l'entreprise). Toute l'activité de la direction de la FNPR vise à se voir confirmée par le gouvernement dans son rôle de partenaire social privilégié.

Syndicats alternatifs. Ce sont des syndicats apparus dans le sillage de la grande grève des mineurs de 1989, en rupture avec la pratique des anciens syndicats. Les principales organisations sont Sotsprof, la Confédération du travail de Russie (KTR) , la Confédération panrusse du travail (VKT) et la Fédération Zachita truda (« Défense du travail ») qui défend un syndicalisme de combat et une opposition intransigeante à la politique du pouvoir en place.

Le mouvement ouvrier et syndical en 2009, montre des tendances contradictoires, consolidation et morcellement; A Au début de l'année 2009 les travailleurs ont accueilli la crise de manière assez passive, même si en mai – juillet on a assisté à une forte poussé d'activité, en premier lieu sous la forme d'une explosion des actions de rues et d'autres formes de protestation peu contrôlées et non prévues par la législation sur la résolution des conflits du travail. Par la suite on note une croissance lente mais persistante du nombre des conflits de travail avec la multiplication des meetings. L'accroissement des tensions s'est manifestée hors de l'espace public, y compris par des actes individuels (grèves de la faim, grève à l'italienne et même, parfois, suicides.

Du fait de l'absence de mécanismes effectifs pour le règlement des conflits, les salariés sont contraints d'avoir recours à des formes de mobilisation ne figurant pas dans le code du travail comme les actions de rue.

La géographie des conflits est très large – pratiquement toutes les régions sont plus ou moins touchées. La situation la plus tendue se trouve dans les villes mono-industrielles , où, aux côtés des travailleurs, on retrouve les habitants de la ville. Quant aux secteurs les plus touchés, ce sont la construction automobile, les usines d'armement, l'agriculture, la métallurgie. Mais en fait l'augmentation des conflits concerne quasiment tous les secteurs.

Les principales revendications des travailleurs concernent le versement des salaires et le sauvetage de l'entreprise. En d'autres termes, ce sont les actions défensives qui dominent, ce qui n'a rien d'étonnant en période de crise. Mais face à une pression extrêmement forte des patrons et à une accentuation de l'exploitation, même les actions défensives ont un avant-goût de contre-offensive. C'est que le problème ne réside pas seulement

dans la crise et les difficultés économiques soi-disant objectives. Souvent travailleurs et syndicalistes n'en croient pas leurs yeux : l'entreprise est rentable et fait même des bénéfices, les ventes marchent, mais cela n'empêche pas la direction d'utiliser la crise pour faire des économies sur le dos des travailleurs : salaires, conditions de travail, sécurité du travail etc. Et tout est fait pour dissimuler la situation financière réelle tant à l'égard du public que des salariés et des syndicalistes (des vrais syndicalistes en tous cas).

Le fait est qu'à cause de la crise ou en utilisant celle-ci, les patrons ont lancé une offensive à grande échelle contre les travailleurs qui commencent à s'organiser. A partir de 2007 on a observé chez les travailleurs une élévation de la conscience, une plus grande autonomie ainsi qu'une réelle capacité à s'organiser. De toute évidence, durant l'année écoulée cette tendance est devenue évidente pour les patrons qui font tout pour écraser les foyers de résistance et les manifestations d'auto-organisation. La guerre vise en premier lieu les syndicats véritablement indépendants. Ces actions agressives de la part des patrons se sont encore renforcées avec la crise qui accentue la concurrence, mais aussi compte tenu de la politique du pouvoir qui, lui-même dépendant du capital oligarchique, apporte une aide généreuse aux oligarques de façon à ce qu'ils traversent la crise sans pertes importantes, et ceci sur le dos des contribuables et des travailleurs salariés.
dans une offensive à grande échelle contre les travailleurs

Les dirigeants d'entreprises tant privées que d'état se livrent à des violations systématiques du droit du travail.

En premier lieu cela prend la forme du non-paiement des salaires. A l'instar de ce qui s'était passé dans les années 90, les travailleurs sont transformés en esclaves forcés à travailler pour rien. De plus, et cela de façon unilatérale, alors que le Code du travail prévoit un accord des deux parties, les patrons diminuent les salaires, suppriment les primes, réduisent le temps de travail avec une diminution forte des salaires.

Plus grave encore, ont commencé des licenciements à grande échelle, généralement en violation de la loi, accompagnés de menaces à l'adresse des travailleurs que l'on force à « démissionner » de leur poste de travail. Parfois les licenciements sont dissimulés sous la forme d'une mutation ou d'une affectation dans une entreprise créée pour une journée (c'est apparemment ce qui se passe à l'usine d'automobile Avtovaz à Toliatti.

On assiste à la multiplication des formes d'emploi non standard et sans garantie de durée. Souvent la réduction ou la baisse des salaires n'est en rien justifiée par des difficultés financières réelles (situation difficile à vérifier compte tenu de la dissimulation systématique des comptes).

Inutile de parler des chiffres officiels du chômage (pour les autorités est considéré comme chômeur une personne qui s'est fait enregistrer à la bourse du travail) : en effet, rares sont ceux qui sont prêts à faire des heures de queue pour une allocation misérable, de 890 à 4 900 roubles (de 25 à 120 euros). D'après les données établies conformément aux méthodes de l'OIT (déclaration de la personne comme quoi elle cherche un emploi), fin novembre 2009 le nombre des chômeurs s'élevait à 6,3 Millions de personnes soit 8,1 % de la population active. Quant aux chômeurs « cachés », qui sont encore considérés comme travaillant mais qui ne touchent pas de salaire ou qui, pour cause de lock out ne touchent que les 2/3 de leur salaire, ils sont très nombreux. Beaucoup ont des emprunts à rembourser, sans parler des dépenses courantes pour des produits et des services indispensables dont les prix, à la différence des salaires, augmentent.

La situation est particulièrement inquiétante dans les « villes mono-industrielles » où il n'y a pas d'emploi alternatif. Plus généralement, à l'échelle du pays, il n'y a nulle part où aller dans cette situation de crise générale.

Fréquemment, les licenciements signifient une aggravation des charges de travail pour les travailleurs restants, qui, de plus, voient leur salaire réduit. Les inspecteurs du travail ont relevé une augmentation du stress et des surtemps de travail, entraînant la multiplication des accidents de travail, parfois mortels, une situation aggravée par le fait que les patrons n'hésitent pas à faire des économies pour ce qui est de la sécurité, en menaçant du chômage ceux qui protestent.

En résumé, les travailleurs sont soit jetés à la rue quasiment sans moyens de subsistance, soit pressurés comme des citrons, forcés de travailler plus pour gagner moins.

Dans une telle situation, la majorité des travailleurs s'en tiennent à des manifestations passives de protestation. Nombreux sont ceux qui préfèrent se soumettre et endurer la situation, plaçant tous leurs espoirs sur la bonté du patron et la conservation de leur emploi. Beaucoup ont recours à des formes individuelles d'adaptation cherchant à passer un accord avec la direction et à négocier à leur seul profit quelques avantages. Certains arrivent quand même à trouver un emploi complémentaire ou se serrent la ceinture dans l'attente de temps meilleurs. Mais avec l'aggravation de la crise, ces possibilités se sont considérablement réduites et on a vu un nombre croissant de gens désespérés se lancer dans des initiatives de masse spontanées, échappant à tout contrôle.

Mais le plus important est la multiplication des nouveaux syndicats. De plus en plus de travailleurs essaient de résister collectivement et de façon organisée à l'offensive contre leurs droits. De plus, ces nouveaux syndicats se développent dans des secteurs où jusqu'ici ils étaient absents : media, secteur alimentaire, commerce etc. Et, sous la pression du mécontentement de la base, nombre de syndicats traditionnels sont forcés de prendre des positions plus combatives. C'est précisément les syndicats les plus combatifs qui font l'objet des attaques les plus dures, non seulement de la part des patrons mais aussi de certains fonctionnaires et de représentants du pouvoir.

Les résistances spontanées

Au cours de l'année 2009, ce sont les blocages des routes et les rassemblements hors des entreprises qui ont été les principales formes de résistance.

Au départ, les travailleurs, face à la détérioration de leur situation, commencent par s'adresser à la direction de leur entreprise, à engager des négociations par l'intermédiaire du syndicat et à recourir aux autres formes d'action prévue par la législation du travail. Mais comme ces actions n'ont aucun effet, ils sortent des limites de l'entreprise pour s'adresser à l'opinion publique et aux autorités. En faisant cela ils n'agissent plus dans le cadre de la législation, ce qui, d'ailleurs, en révèle toutes les limites. Et les actions qui sont menées sont celles de personnes qui désespèrent de pouvoir obtenir le paiement de leur salaire par un autre biais et qui sont préoccupées par le sort de leur entreprise.

Pour l'année écoulée, on dénombre pas moins de 88 actions de rue des travailleurs, essentiellement des meetings de masse, souvent devant les bâtiments des pouvoirs publics. En mai6juin on a assisté à une explosion des blocages de routes (18 cas) à la suite des événements de Pikaliovo

En général, au moins dans les cas où le syndicat y participe, les actions dans la rue sont utilisées comme un moyen supplémentaire de pression et sont associées à d'autres formes d'action. Leur objectif : s'adresser à l'opinion publique et au pouvoir politique, afin de casser le face à face avec le patron. La majorité de ces actions ont eu lieu dans des villes mono-industrielles ou dans des cités ouvrières. Très souvent elles ont réuni beaucoup de monde, car le destin de la ville entière ou de la cité dépend du sauvetage de l'unique usine qui y est implantée.

En règle générale, les autorités locales font au moins semblant de prendre des mesures. Mais l'expérience montre qu'il faut l'intervention du pouvoir fédéral pour que les propriétaires et les pouvoirs locaux bougent réellement. C'est la raison pour laquelle le barrage des routes à grande circulation (ou la menace d'un tel barrage) accompagné d'autres actions est devenu l'instrument le plus efficace. C'est le gouvernement lui-même qui l'a fait comprendre après Pikaliovo : « vous voulez toucher votre salaire, alors barrez les routes, sinon le pouvoir ne se souciera pas de vous ». Le savon que le président Dmitri Medvedev a passé à ses représentants et aux gouverneurs, les menaçant de les destituer de leurs fonctions aux cas où sur leur territoire des événements comparables à ceux de Pikaliovo se reproduiraient, a produit son effet : parfois la seule menace d'un barrage de route a suffi pour que les autorités locales acceptent de prendre à leur charge les dettes des patrons privés. L'Etat a-t-il suffisamment de moyens pour éteindre ces incendies et se substituer aux patrons voleurs et irresponsables ? Visiblement, non. Le gouvernement a tiré la sonnette d'alarme à la fin de l'année, en déposant devant la Douma un projet de loi prévoyant des sanctions très sévères contre ceux qui se rendraient coupables « d'ingérence illégale dans le fonctionnement des transports » (comprendre : le barrage des routes de grande circulation). Le message est clair : oui il n'y a pas d'argent, oui il n'y aucune possibilité d'obtenir justice dans les limites de l'entreprise, mais ne vous risquez pas à descendre dans la rue.

(à suivre)